french water partnership
fwp pfe
partenariat français pour l'eau

COP28 Dubaï

Bilan Final

Jean-Luc Redaud & Joffrey Lapilus

Cette note a pour objet de rendre compte des avancées de la thématique eau dans l'enceinte des négociations internationales sur le climat et de faire état des opportunités et des obstacles pour la poursuite des activités de plaidoyer Eau et Climat du PFE à la suite de la COP28 de Dubaï.

Malgré le symbole peu heureux du lieu où est organisé cette COP28 et les polémiques concernant son président, Sultan Al-Jaber, par ailleurs président de l'entreprise pétrolière Adnoc, le secrétariat du Partenariat Français pour l'Eau s'est rendu à Dubaï aux Emirats Arabes Unis pour suivre les négociations déterminantes de cette année 2023, notamment le premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris et la définition de l'Objectif Mondial sur l'Adaptation. Deux processus où l'eau douce doit désormais avoir sa place. Voir les messages du PFE pour cette COP28.

S'il est largement admis que cette décennie est critique à la fois pour l'atténuation du changement climatique (pour conserver l'objectif de l'Accord de Paris, il nous faut maintenir le réchauffement global dans la limite de +2°C et si possible +1.5°C), comme pour l'adaptation à ses impacts (pour rappel, la trajectoire de réchauffement de référence adoptée par la France pour son prochain PNACC est de +4°C d'ici la fin du siècle, soit +3°C au niveau global), il semble que l'atteinte des objectifs mondiaux peine à se profiler à l'horizon 2030. Comme pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, le Partenariat Français pour l'Eau prône l'accélération de l'action et des financements dédiés qui ne sont, pour l'instant, toujours pas au rendez-vous.

I. La COP du gigantisme

Un mot nous vient immédiatement pour qualifier cette COP28 à Dubaï, Emirats Arabes Unis : gigantisme. La Blue Zone (accréditation de la CCNUCC obligatoire) était très vaste et la traverser entre deux réunions pouvait parfois prendre jusqu'à 30 minutes. A l'entrée se trouvaient les salles officielles où se déroulent les négociations. Les salles accueillant les side-events officiels et les pavillons des Etats et thématiques se trouvaient dans de petits bâtiments de deux étages, clos et dispersés.



Près de 100 000 participants ont été recensés ce qui en fait la plus grande COP de l'histoire. A titre de comparaison, l'année passée, Charm-el-Cheikh avait enregistré le nombre de 50 000 délégués et la première COP Climat de 1995 à Berlin frôlait les 4 000 participants. La moitié de ces participants à la COP28 ont été accrédités par des Etats parties, environ 20 000 par des organisations au statut d'observateur (dont le PFE fait partie). Notons le nombre de journalistes accrédités qui était également au plus haut : 4 000. Le reste est composé des badges virtuels et des équipes techniques de l'organisation de l'évènement.

Côté délégation nationale des Etats parties, les Emirats Arabes Unis ont eu la plus grande délégation de l'histoire avec plus de 4 000 participants. D'autres Etats parties étaient présents en nombre, en particulier : le Brésil, la Chine, le Nigeria, l'Indonésie, le Japon et la Turquie.

II. Négociations et décisions

A. Energies fossiles

Il était clair que le sujet de l'abandon des énergies fossiles serait au cœur des négociations de cette COP28, tout comme le sujet des pertes et préjudices était au cœur des négociations de la COP27. Ce sujet a parfois éclipsé d'autres sujets d'importance, rendant difficile la mise à l'agenda politique d'autres thématiques, comme celle que nous suivons le plus au sein du Partenariat Français pour l'Eau : le rôle de l'eau douce dans les négociations sur le changement climatique.

L'abandon des énergies fossiles (« phase out » en anglais), était largement soutenu par des groupes d'Etats parties important comme les petits Etats insulaires en développement (AOSIS), l'Union Européenne (UE) ou encore les Etats-Unis d'Amérique. Les Etats parties du Golf, en particulier l'Arabie Saoudite, et plus largement les membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) étaient opposés à toute mention des énergies fossiles dans le relevé de décisions finale.

Après de nombreuses péripéties largement relatées dans la presse française et internationale, le texte adopté dans la matinée du 13 décembre 2023 n'inclut pas un « phase out », mais un « transitionning away ». A ce stade, le texte officiel n'a pas encore été traduit en français et il est difficile de traduire cette notion en français. La presse et les experts français utilisent tantôt le néologisme « transitionner hors » ou la notion « d'abandon progressif » pour tenter de traduire ce terme dans notre langue.

Malgré la déception de nombreux acteurs sur le *wording* utilisé, notons toutefois avec enthousiasme qu'il s'agit de la première fois dans l'histoire des négociations sur le changement climatique que les énergies fossiles sont explicitement mentionnées dans un accord à la suite d'une COP. Outre l'aspect non-contraignant du texte, nous pouvons penser qu'il s'agit d'un signal fort envoyé aux investisseurs et institutions financières.

B. Premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris

La partie technique du premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris, publiée en septembre dernier, pointait le fait que la communauté internationale était sur une trajectoire qui ne permettait pas de respecter les objectifs actés à Paris, à savoir limiter le réchauffement global à +2°C et si possible +1.5°C d'ici la fin du 21e siècle.

La partie politique de ce Bilan Mondial s'est vue débattue à Dubaï. Outre la mention des énergies fossiles analysée dans le paragraphe précédent, ce premier Bilan Mondial de l'Accord de Paris s'avère plutôt décevant dans la mesure où il ne comporte que très peu de verbes d'action et peu d'objectifs chiffrés pour corriger la trajectoire de réchauffement global d'ici 2030.

Parmi les mesures intéressantes pour l'atténuation en particulier, nous avons noté un objectif de triplement des énergies renouvelables et de doublement de l'efficacité énergétique, ainsi qu'une accélération de la réduction des émissions de méthane à horizon 2030, sans toutefois d'objectifs chiffrés.

Pour ce qui concerne l'eau douce, comme lors de la conclusion de la COP27 de Charm El-Cheikh, elle figure dans le préambule de la décision, mais la formulation n'appelle pas à l'action des parties :

> Also recognizing *the critical role of protecting, conserving and restoring water systems and water-related ecosystems in delivering climate adaptation benefits and co-benefits, while ensuring social and environmental safeguards*

Le Bilan Mondial ne s'arrête pas uniquement à l'atténuation et à l'énergie mais englobe la totalité de l'Accord de Paris, dont l'adaptation sur laquelle nous allons revenir dans le paragraphe suivant.

C. Objectif Mondial sur l'Adaptation

L'Objectif Mondial sur l'Adaptation nous vient de l'article 7 de l'Accord de Paris. Avant les négociations politiques et l'adoption du texte à la COP28, un programme de travail technique de deux ans a été organisé en 2022 et 2023 pour éclairer la décision des délégations nationales à Dubaï.

Cet Objectif Mondial sur l'Adaptation, acté à la COP28, regroupe 7 cibles thématiques dont une uniquement sur l'eau douce, même si l'eau est un facteur de réussite pour les 6 autres cibles :

> *(a) Significantly reducing climate-induced water scarcity and enhancing climate resilience to water-related hazards towards a climate-resilient water supply, climate-resilient sanitation and towards access to safe and affordable potable water for all;*

Bien que ce texte comprenne de nombreux mots-clés que le Partenariat Français pour l'Eau et ses partenaires internationaux ont poussés lors des négociations, il semble que la formulation soit quelque peu maladroite, ou qu'elle aurait pu être plus claire. Si néanmoins ce texte négocié constitue une série de signaux pour les Etats parties ainsi que les acteurs non-étatiques au premier titre desquels les acteurs économiques, il s'agit ici d'un message fort, d'autant plus que ce paragraphe sur l'eau douce est la première des 7 cibles thématiques citées.

Cet Objectif Mondial sur l'Adaptation inclut également un « cycle d'adaptation itératif », reconnaissant le caractère incrémental et itératif des plans d'adaptation au changement climatique. D'ici 2030, les Etats parties devront avoir des rapports à jour sur l'impact du changement climatique, une évaluation de leur vulnérabilité et des risques auxquels ils sont confrontés et avoir mis en place des plans d'adaptation ainsi que des systèmes d'évaluation pour ces plans.

Ce texte est une grande étape pour l'adaptation au changement climatique au sein de l'Accord de Paris mais n'est qu'en réalité le début d'un long processus technique, scientifique et politique sur la mesure des progrès globaux en termes d'adaptation. Contrairement à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, les indicateurs et la mesure des progrès sur le front de l'adaptation est complexe et ne fait pas l'objet d'un consensus à ce jour.

C'est la page qui s'ouvre actuellement avec la création d'un nouveau programme de travail de deux ans sur les indicateurs pour mesurer les progrès vers les 7 cibles de l'Objectif Mondial d'Adaptation.

Les acteurs et experts de l'eau doivent et vont proposer une batterie d'indicateurs pour la cible qui se réfère explicitement à l'eau douce, mais ne doivent pas non plus négliger les autres cibles, en particulier celle sur l'agriculture ou encore celle sur la biodiversité.

Un portail en ligne est ouvert jusqu'en mars 2024 pour récolter les soumissions des parties prenantes avant une synthèse opérée par le secrétariat de la CCNUCC et qui sera utilisée comme point de départ du programme de travail devant aboutir à la COP30, fin 2025 au Brésil.

Dans ce contexte, nous proposons d'axer les interventions et le plaidoyer du PFE sur :

1. *L'expertise technique de ses membres pour répondre à cette première sollicitation et participer aux travaux de ce programme de travail de 2 ans ;*
2. *Continuer de plaider pour plus de financements sur l'adaptation, les besoins mondiaux allant croissant et les flux réels ayant diminués ces dernières années (voir l'Adaptation Gap Report de l'UNDP) ;*
3. *Continuer de plaider pour que l'eau douce (et maintenant la cible thématique sur l'eau douce pour l'adaptation) soit prise en compte et déclinée dans le monitoring de toutes les autres cibles pour l'adaptation au changement, et notamment l'agriculture et la biodiversité.*

D. Finance Climat

La COP28 s'est ouverte par une surprise : l'annonce de l'opérationnalisation du fonds sur les Pertes et Préjudices lors de sa journée d'ouverture. C'était en effet l'une des priorités de nombreux Etats parties, notamment du Sud.

La Banque Mondiale a été désignée hôte temporaire (4 ans) de ce nouveau fonds, mais son conseil d'administration en sera distinct, composé à majorité de sièges représentant les pays en développement.

Parmi les premiers Etats développés à avoir annoncés leurs participations, notons les EAU (100 millions $), la France (100 millions $), l'Allemagne (100 millions $), le Royaume-Uni (50 millions $), les Etats-Unis (17,5 millions $) et le Japon (10 millions $). Somme totale toutefois loin des besoins annuels estimés entre 100 et 580 milliards de dollars. Les pays en développement ont appelé les forts émetteurs à joindre les pays du Nord dans l'abondement de ce fonds, mais aussi la Chine et l'Arabie Saoudite.

Nous notons également sur le volet finance, dans le cadre de l'agenda de Bridgetown, le lancement de deux nouvelles task forces, l'une sur les taxes présidée par le Kenya et par la France, l'autre sur la dette, présidée par la Colombie.

La finance climat sera au coeur des négociations lors de la COP29, où un accord sur un nouvel objectif quantifié sur la finance climat sera en discussion.

D. Programme sur l'eau de la présidence émirienne

Energie : Nous avons pu suivre une réunion de haut-niveau, présidée par Sultan Al-Jaber, où la France était représentée par sa Ministre de la Transition Energétique et où nous avons noté la présence de Patrick Pouyanné, PDG de Total. La présidence émirienne a rappelé son initiative pour la décarbonation de la production de gaz et de pétrole, des industries lourdes et des transports et rappelé le rôle important des énergies renouvelables, même s'il a avancé qu'elles ne pourront pas couvrir plus de 30% des besoins mondiaux en énergie.



La présidence a également organisé un dialogue de haut-niveau sur le nexus eau-énergie auquel nous avons pu participer. Il y a été reconnu que les décideurs ne sont pas assez conscients de la dépendance en eau de la plupart des mesures d'atténuation. Une étude sur ce sujet est en cours par le Groupe d'Expert sur le Changement Climatique de l'ONU-Eau. L'OMM a rappelé qu'il était souhaitable d'inclure l'eau douce dans les textes négociés sur le Bilan Mondial de l'Accord de Paris et le Programme de Travail sur l'Atténuation. Le Giec a rappelé que l'eau allait faire partie des analyses dans le prochain rapport

thématique du Giec sur les Villes. En général, la recommandations principale des participants était d'inclure l'eau douce dans les Contributions Déterminées au niveau National, reconnaissant que bas carbone ne veut pas dire sobre en eau et la disponibilité de l'eau pour l'atténuation n'est pas garantie : beaucoup de mentions de la désalinisation, les énergies renouvelables consomment moins d'eau mais la question des métaux critiques interroge, l'hydroélectricité est vulnérable aux perturbations du cycle de l'eau et les autres technologies sont très gourmandes en eau.

Santé : C'est un sujet nouveau qu'a choisi de mettre en avant la présidence de la COP28 et qui a fait l'objet de multiples plénières et side-events. 148 pays ont signé la Déclaration de la COP28 sur le Climat et la Santé, mais celle-ci a été critiquée car elle ne reconnait pas les liens directs entre l'utilisation des combustibles fossile et la pollution de l'air.

Agriculture : Une déclaration sur l'agriculture et les systèmes alimentaires a été adoptée par près de 160 Etats (dont la France) à la suite des travaux de la COP27 sur le programme de Charm-el-Cheikh pour la promotion d'une agriculture durable, s'engageant à proposer une vision et des mesures sur les systèmes alimentaires dans leurs Contributions Déterminées au niveau National d'ici 2025.
Côté négociations, les délégués ont déploré le rythme lent des négociations et le fait de ne pas avoir été consultés sur la déclaration de la présidence, soumise aux chefs d'Etat. Notons des oppositions sur le développement des biocarburants, les ONGs par exemple y sont opposé.
Le programme de travail de Charm-El-Cheikh sur l'agriculture avance lentement : les négociations sur la définition des thématiques de travail n'ont pas abouti à la COP28.
Notons également le lancement du premier chapitre d'une roadmap de la FAO, qui n'a pas de valeur juridique mais propose des éléments techniques de référence.

Accélération de l'action sur l'eau douce : Nous avons pu notamment suivre une réunion sur l'accélération de l'action Eau & Climat, avec notamment les Pays-Bas et le Tadjikistan qui ont rappelé les conclusions de la conférence de l'ONU sur l'eau de mars 2023. Les deux Etats ont souligné leur regret de ne toujours pas disposer d'un Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'eau douce. En outre, les Pays-Bas ont souligné que leur contribution à la finance climat est consacrée pour moitié à l'adaptation, l'eau en étant le moteur.
Plusieurs réunions se sont également tenues sur la résilience eau en contexte urbain, dont le lancement d'un groupe de travail par les Champions de Haut-Niveau sur le Climat, sous leur Charm-El-Cheikh Adaptation Framework. Notons l'engagement répété de l'Envoyée Spéciale sur l'Eau des Pays-Bas, Meike van Ginneken. Nous avons également noté la mention d'un « Social Summit » en septembre 2025.

E. Priorités françaises et One Water Summit

Le président Macron a affiché trois priorités dans son discours : la réduction des énergies fossiles, le soutien au fonds sur les Pertes et Préjudices (100 millions $) et la protection de la Biodiversité. Il a également annoncé la tenue d'un sommet One Planet sur l'eau douce en partenariat avec le Kazakhstan, qui aura lieu en septembre 2024 en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le ministre de la Transition Ecologique, Christophe Béchu, ainsi que l'envoyée spéciale du président pour le One Water Summit, Barbara Pompili ont présenté ce projet lors d'un side-event sur le pavillon Eau et Climat lors de la journée thématique consacrée à l'eau douce, le dimanche 10 décembre.

Notons également un (timide) succès d'influence pour le monde français de l'eau douce. Le ministre de la Transition Ecologique, Christophe Béchu, lors d'une interview accordée aux journalistes de 20 minutes



avant de s'envoler vers Dubaï, a exprimé ses priorités et celles de la délégation française pour la dernière ligne droite des négociations. Parmi celles-ci : l'eau douce. Malheureusement, le choix éditorial pour la rédaction de l'article final n'a pas entièrement reflété cette prise de position sur l'eau douce au sein des négociations climatiques.

Dans ce contexte, il semble que le PFE devrait orienter sa stratégie d'influence à la fois sur les décideurs, mais également sur les journalistes et éditorialistes afin de donner plus de visibilité aux enjeux de l'eau douce dans les enceintes et négociations internationales qui semblent pour le public parfois moins concrets que les enjeux locaux de la ressource.

F. Événements co-organisés par le PFE

Samedi 9 Décembre 2023 : Side-event officiel CCNUCC en partenariat avec l'UNESCO, le Giec et le CNRS "Sciences et technologies émergentes pour renforcer la résilience : l'approche de l'UNESCO pour une transition juste"

Au cœur du Programme 2030, les sciences et les technologies émergentes sont de puissants agents du changement permettant de relever les défis complexes posés par le changement climatique. Toutefois, pour renforcer la résilience et garantir des résultats inclusifs et équitables pour tous, ces évolutions nécessitent également un cadre éthique, une solide coopération science-politique-société et une participation inclusive. Cet événement a exploré, à travers deux panels, comment l'UNESCO exploite les sciences et les technologies émergentes pour aider les États membres à atténuer le changement climatique et à s'y adapter par le biais de l'éthique, de l'éducation et des sciences.



Agathe Euzen (CNRS) y a représenté le PFE et a présenté le PEPR One Water - Eau Bien Commun dont elle est la co-directrice et les potentielles synergies entre ce programme de recherche français et les travaux de l'UNESCO.

Samedi 9 Décembre 2023 : Side-event sur le pavillon "Multilevel Action & Urbanization" en partenariat avec UN-Habitat, GIZ et le SIAAP "Assurer la sécurité de l'eau dans les villes : Stratéggies clés pour les services publics de l'eau et de l'assainissement"

L'événement a présenter quelques opportunités clés pour les services d'eau et d'assainissement de prendre des mesures pour améliorer la résilience climatique dans un contexte de ressources limitées. Au cours de l'événement, nous avons discuter des opportunités d'amélioration de l'assainissement et de la gestion des eaux usées, ainsi que du rôle central des partenariats entre les opérateurs de l'eau pour garantir des services WASH durables dans les centres de croissance urbaine et réaliser les droits humains à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Dimanche 10 Décembre 2023 : Side-event sur le pavillon France en partenariat avec EcoPeace Middle East, EDF et ENERGIES 2050 "Renforcer la sécurité hydrique par l'analyse mondiale de l'empreinte environnementale de la production d'énergie et la coopération transnationale"

L'événement a exploré le lien entre l'énergie et l'eau en commençant par une présentation complète d'une étude en cours du PFE mettant en évidence l'empreinte environnementale et hydrique du secteur de l'énergie. Une table-ronde animée par Joffrey Lapilus (PFE), avec les interventions de Laurent Bellet (EDF) et Stéphane Pouffary (ENERGIES 2050).
S'en est suivie une table ronde sur les opportunités que les interdépendances énergie-eau et les avantages comparatifs des pays peuvent créer, sur la base de l'expérience d'EcoPeace Middle East et de ses partenaires dans le monde.



Dimanche 10 Décembre 2023 : Side-event sur le pavillon “Waste & Resources” en partenariat avec UN-Habitat et le PFD “Assurer une coordination efficace des ressources en eau, de la gestion des déchets solides et de l’assainissement dans un monde résilient au changement climatique”

L’événement a présenté quelques opportunités clés permettant aux secteurs de l’eau et des déchets de mieux s’aligner pour améliorer la résilience climatique dans un contexte de ressources limitées. Au cours de l’événement, nous avons discuté des opportunités d’amélioration de la gestion de l’eau et des déchets, ainsi que du rôle central des services publics pour garantir des services essentiels durables aux populations des centres de croissance urbaine dans un contexte de respect des droits de l’homme.

Lundi 11 Décembre 2023 : Side-event sur le pavillon Maroc en partenariat avec le ministère de l’eau du Maroc, la COALMA, le CNRS et les agences de l’eau françaises “Sobriété et résilience, faire face à l’aggravation des sécheresses : perspectives méditerranéennes”

L’accélération de l’application de solutions améliorées de gestion de l’eau est essentielle à la fois pour l’adaptation et l’atténuation et peut être renforcée par une coopération transfrontalière / au niveau des bassins. L’événement a montré comment mobiliser les moyens de mise en œuvre, dont le financement, pour que l’eau réponde aux objectifs climatiques.



Sandrine Rocard, directrice générale de l’agence de l’eau Seine-Normandie et Agathe Euzen, co-directrice du PEPR One Water - Eau Bien Commun ont échangé avec leurs collègues marocains, en présence d’Abdallah Mokssit, secrétaire général du Giec.

Lundi 11 Décembre 2023 : Journée entière "Transformation de la finance climat" sur le pavillon Eau et Climat en partenariat avec le Global Water Partnership et le Green Climate Fund

Cette journée a été l'occasion pour tous les partenaires, aux profils techniques comme de haut-niveau, de plaider pour l'accélération des investissements résiliants au changement climatique dans le secteur de l'eau, qui relient les besoins des pays aux sources de financement privées et publiques.
Côté français, Marie-Laure Vercambre, directrice générale du Partenariat Français pour l'Eau, a introduit la journée aux côtés de l'envoyée spéciale des Pays-Bas sur l'eau, Meike von Ginneken.



Marie-Sara Bouloumou, chargée de plaidoyer pour le Secours Islamique France a pu représenter le secteur de l'action humanitaire et de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en situation d'urgence lors d'une table-ronde.

G. Autres évènements sur l'eau

Le Stockholm International Water Institute, a répertorié près de 150 évènements sur l'eau douce organisés en dehors du Pavillon Eau, et c'est une première !

L'eau douce fait cette année l'objet de beaucoup d'attention, dans les événements officiels et parallèles, et notamment de la part de nouveaux acteurs : les institutions financières. Un pas dans la bonne direction !



Nous n’avons évidemment pas pu suivre l’intégralité des évènements consacrés à l’eau et aux problématiques connexes.

H. Pour la suite

Les acteurs de l'eau sont de plus en plus présents au sein de ces grand-messes du climat. Ils sont bien organisés et dynamiques dans de multiples enceintes. Un Pavillon Eau et Climat s'est constitué pour la troisième fois, réunissant toujours plus de partenaires internationaux autour de messages communs, dont le Partenariat Français pour l'Eau. Cette année, l'organisation du pavillon a mis l'accent sur le désilotage et la coopération avec des acteurs d'autres secteurs.

Après de longues négociations entre les pays de la région d'Europe de l'Est, c'est finalement l'Azerbaïdjan qui accueillera la COP29 à Bakou fin 2024. Cette COP29 sera largement consacrée à la finance climat pour l'adoption d'un nouvel objectif collectif et quantifié sur la finance, cadre devant succéder à la promesse des Etats du Nord de transférer 100 milliards par an au pays en développement jusqu'en 2025.

Nous notons la poursuite du programme de travail sur la transition juste, sans doute l'opportunité de dépasser les silos entre enceintes climat et ODD car cette notion interroge nos modes de vie. Dans ce cadre, la sobriété est un sujet mineur au sein des négociations internationales et apparaît comme une préoccupation très occidentale, voire très française (bien que le sujet soit parfois poussé par l'Inde). Cela surprend d'autant plus que la sobriété a désormais une définition précise du Giec dans son dernier rapport.

Nous notons et saluons l'importance grandissante de la question agricole et alimentaire au sein des négociations sur le climat, rendant d'autant plus concrète et nécessaire une proche collaboration entre les groupes de travail du PFE (climat, biodiversité, agriculture).

Nous regrettons, pour les sujets de l'eau en particulier, que les acteurs présents ne fassent pas assez de lien avec la Conférence de l'ONU sur l'eau de mars dernier, avec la prochaine Conférence sur l'eau de 2026, et dans un temps plus court, avec le prochain Forum Mondial de l'Eau de Bali.

La concrétisation de l'Objectif Mondial sur l'Adaptation, dans lequel un des 7 secteurs identifiés est l'eau douce, va sans aucun doute structurer le travail du PFE dans ses activités au sein de la CCNUCC pour les deux années qui viennent, jusqu'à la COP30 au Brésil en 2025. En effet, s'entame en 2024 un programme de travail de deux ans sur les indicateurs de l'adaptation au changement climatique que le PFE suivra pour y apporter la contribution des acteurs français de l'eau. Notons qu'il sera important de définir des indicateurs pertinents pour le sous-objectif sur l'eau douce, mais également des indicateurs liés à l'eau dans les autres sous-objectifs, tels l'agriculture ou la biodiversité. Comme dans le cadre des ODD la réussite de l'un ou des autres est réciproque.

Le sujet récurrent lors de cette COP28 du lien entre eau et énergie, et plus largement du lien entre eau et atténuation encourage le PFE à poursuivre ses travaux sur cette thématique. Un rapport sur l'empreinte eau et environnementale des filières de production d'énergie en partenariat avec EDF et ENERGIES 2050 devrait être finalisé d'ici la COP29. Le PFE échange également avec le groupe d'expert sur le changement climatique de l'ONU-Eau et fait partie d'un groupe consultatif sur un prochain rapport sur les besoins en eau douce des mesures qui concourent à l'atténuation du changement climatique, aux côtés d'agences onusiennes et de grandes ONG et fédérations internationales.

Contacts :

- Jean-Luc Redaud : jeanluc.redaud@gmail.com
- Joffrey Lapilus : joffrey.lapilus@partenariat-francais-eau.fr